

CLERMONT-FERRAND, LE JEUDI 15 JANVIER 2026

TRIBUNE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Agriculture

« Les Français doivent régler au plus vite leurs contradictions pour soutenir (réellement) les agriculteurs : c'est possible ! »

Une grande partie de la population française prétend soutenir les agriculteurs. Et pourtant...

En réalité, les Français, dans leur grande majorité, ne les soutiennent que sous conditions. Et c'est précisément là que tout se bloque.

Au moment de passer en caisse, les consommateurs exigent des prix toujours plus bas dans les hypermarchés, tout en proclamant vouloir mieux rémunérer ceux qui produisent.

Les Français réclament du local, du circuit court, du « *produit de la ferme d'à côté* », puis ne tolèrent pas – voire engagent des recours contre les nuisances agricoles.

Résultat : des centaines de procédures judiciaires et des normes en tous genres paralysent l'activité.

Les Français rejettent le poulet brésilien et les œufs ukrainiens, mais sans accepter les installations ni les infrastructures nécessaires pour produire davantage chez nous. Que faire ?

Le fameux *Not in My Backyard*, *pas dans mon jardin* s'invite de plus en plus dans nos campagnes au rythme d'installation des néoruraux : « *oui à l'agriculture française, mais pas près de chez moi* ».

Les conséquences sont là, très concrètes. Les rayons se vident. La consommation d'œufs atteint 15 milliards par an, tandis que la sortie progressive des cages fragilise la filière. L'interprofession estime qu'il faudrait construire 300 poulaillers en cinq ans. Mission quasi impossible dans un pays où chaque projet se heurte à une avalanche de normes, de recours et de décisions parfois ubuesques. En Ille-et-Vilaine, près de Saint-Malo, quatre poulaillers Label Rouge déjà construits ont été annulés par la justice au nom de la loi Littoral : à 700 mètres d'un estuaire, à huit kilomètres de la mer.

Voilà le cœur du problème agricole français : un pays qui proclame son amour pour ses agriculteurs mais leur refuse les moyens concrets de produire, d'investir et de se

projeter. Un pays déclare régulièrement dans les rues son amour pour les agriculteurs mais qui bloque toute réforme dès qu'elle implique un arbitrage, un choix, un renoncement collectif.

Pourtant, agir est possible.

Dans le Puy-de-Dôme, depuis 2021, nous avons fait le choix d'une politique agricole volontariste alors même que l'agriculture ne fait pas partie des compétences obligatoires du Conseil Départemental. Mais pas de pays sans paysans ! Soutien à l'installation des jeunes agriculteurs, accompagnement des filières (vinicoles, ovines, porcines, bovines, ail etc..) investissement dans des outils de production locaux comme les abattoirs d'Issoire sont autant de réponses locales à une crise nationale. Il est temps de changer collectivement de réflexe.

Ne plus se demander uniquement ce que l'État ou l'Europe peuvent faire pour les agriculteurs mais se battre contre toute les entraves au travail de celles et ceux qui nous nourrissent et actionner ce que chacun peut faire, à son niveau, pour les aider.

Il y a des choix de consommateurs et des choix politiques qui doivent en dire long sur notre détermination collective à faire (réellement) bouger les lignes.

Lorsqu'ils sont assumés et cohérents, leur combinaison peut être redoutablement efficace. Encore faut-il avoir le courage de les assumer ensemble.

Lionel CHAUVIN
Président du Conseil départemental du Puy-de-Dôme

Retrouvez l'intervention du Président du Conseil départemental :
<https://www.facebook.com/share/v/16kLCD3Xd6/?mibextid=wwXlfr>